

“A un moment donné, nous devons arriver à augmenter le minerval”

- En septembre, Yves Poulet quittera le rectorat de l'Université de Namur.
- Après l'élection de son successeur en mars dernier, il nous livre son regard sur l'enseignement supérieur.
- Il regrette plusieurs évolutions.

Entretien Bosco d'Otreppe

Quelle université allez-vous laisser derrière vous ?

Une université déjà... Après le vote positif mais insuffisant en faveur de la fusion avec l'UCL en 2010, nous devions rebondir. Nous avons changé de nom, et en affirmant notre ancrage local, en développant la recherche, et en créant des masters, nous nous sommes ensuite renforcés dans nos missions.

Vous avez renforcé votre légitimité en Communauté française, mais comment une université comme la vôtre pourra-t-elle tenir le coup dans le cadre de la concurrence internationale qui s'accroît ?

Même nos universités les plus importantes, aussi qualitatives sont-elles, ne pèsent rien face aux grands établissements que nous rencontrons à l'international.

Cela veut-il dire que vous devez toutes fusionner pour vous renforcer ?

Non. D'ailleurs, même si nous ne formions qu'une seule université, nous ne pèserions pas grand-chose. Nous devons plutôt chercher à nous spécialiser dans des expertises particulières, et à mieux nous identifier, pour sortir d'une certaine concurrence, et pour ensuite pouvoir collaborer plus facilement.

Vous permettre de dialoguer et d'affiner vos spécialisations respectives, ce n'est pas ce que cherche à faire l'Ares, l'Académie qui chapeaute l'enseignement supérieur en Belgique francophone ?

L'Ares, c'était le grand rêve, et un rêve positif du ministre Jean-Claude Marcourt. Depuis sa création, l'Ares nous a permis de dialoguer, mais des tensions continuent à exister, notamment entre les hautes écoles et les universités. Le problème aussi, c'est que tout doit désormais passer par l'Ares. Cela engendre beaucoup de marchandages entre les acteurs. Du coup, on dénature parfois des projets qui étaient au départ très intéressants.

L'Université de Namur

Yves Poulet est devenu recteur des Facultés Notre-Dame de la Paix de Namur en 2010. Après la fusion avortée avec l'UCL, il s'est battu pour redynamiser l'université et lui offrir une nouvelle légitimité. Signe de ces évolutions, le changement de nom en UNamur. Après un mandat de sept ans, Yves Poulet quittera son poste en septembre prochain.

Son successeur a été élu à la fin du mois de mars. Il s'agit de Naji Habra. Ce dernier était premier vice-recteur en charge du personnel depuis septembre 2015.

Ces imperfections ont-elles des conséquences sur la qualité de l'enseignement supérieur ?

Cette procédure extrêmement lourde freine l'innovation. Il n'y a pas assez d'innovation dans notre enseignement supérieur. Le deuxième point, c'est que l'approche reste très disciplinaire, or, il est indispensable aujourd'hui de faire de l'interdisciplinaire. Il existe des masters interdisciplinaires, mais pas assez.

Plaidez-vous pour une réévaluation du décret Paysage qui a réorganisé l'enseignement supérieur ?

Il faudra le faire de manière sereine. Beaucoup de choses sont bien pensées dans le décret Paysage, mais il contient aussi des travers. Ce qui est catastrophique, c'est qu'il a entraîné une judiciarisation des rapports entre enseignants et institutions, et entre enseignants et étudiants. La confiance sur laquelle s'appuyaient ces relations s'est muée en méfiance réciproque. Cela est dû à la complexification des règles. La législation du décret Paysage a en effet été trop loin. Elle a notamment engendré une individualisation des par-

cours qui est très difficile à gérer.

“Il n'y a pas assez d'innovation dans notre enseignement supérieur.”

Yves Poulet

Recteur sortant de l'Université de Namur

Une autre caractéristique du décret Pay-sage est d'avoir structuré l'enseignement supérieur en pôles géographiques. Etait-ce une bonne chose ?

Je ne peux pas parler au nom de tous les pôles, mais le pôle namurois fonctionne bien. Ce qui est intéressant avec les pôles, c'est qu'en plus d'être au service des étudiants et de l'enseignement – ce qui était leur mission première-, ils prennent désormais une dimension sociale. Mes collègues du pôle hennuyer se sont ainsi saisis de la question de la fermeture de Catepillar. Ils ont organisé des synergies de compétences pour essayer de répondre à cette situation, et ils nous ont inclus dans la réflexion, car de nombreux travailleurs venaient du Namurois.

Ne sont-ils pas un frein pour le développement vers l'international ? Ne vous condamnent-ils pas à devenir des acteurs sous-régionaux ?

Les pôles permettent de répondre à la mission de l'université, celle qui lui impose d'être au service de la société et de devenir un ferment de développement. Ensuite, je pense que de travailler pour le local n'empêche pas d'approfondir un domaine qui aura un

rayonnement international.

La question de la fusion avec un autre acteur se reposera-t-elle prochainement pour l'université de Namur ?

Suite à l'annonce du projet de fusion entre l'UCL et Saint-Louis l'été dernier, la question s'est reposée. Mais pas avec autant d'acuité qu'il y a quelques années. On n'est plus en train de se dire que si l'on ne fusionne pas on va mourir. Et puis, aujourd'hui, la ville et la province se sont rendu compte de l'importance d'avoir une ville universitaire. Sans doute la question d'une fusion pourrait-elle se poser à l'avenir, mais je pense que mon successeur veillera à préserver l'autonomie de Namur. Et puis vous savez, on peut envisager d'autres formules que celle de la fusion. Des adossements sont par exemple possibles.

Vos mandats ont été bousculés par de nombreux dossiers : ceux des médecins, des vétérinaires, des kinés, ou celui des bourses. Ce furent des années difficiles ?

Cette législature est celle du changement. C'est terrible, car l'université a besoin de temps pour pouvoir se poser, pour affirmer et évaluer ses manières de faire. Regardez simplement les études de médecine, et voyez par combien de systèmes nous sommes passés. Il y a une intervention réglementaire qui est beaucoup trop rapide. Mes administrations en ont marre et, dans bien des dossiers, ne savent plus sur quel pied danser.

Le problème du définancement des universités les obligera-t-elles à solliciter toujours plus de fonds privés ?

Je pense qu'à un moment donné, tout en prenant en compte les questions sociales, nous devons en arriver à augmenter le minerval.

“Les étudiants sont plus fragiles qu'avant”

Comment voyez-vous évoluer les étudiants ?

Ce qui m'inquiète, c'est la coupure qui existe entre l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire. Par ailleurs, les étudiants de première année donnent l'impression de découvrir l'enseignement universitaire sans jamais s'être réellement posé la question de ce qu'il est, et de la place qui y est la leur. Il est normal d'aller à l'université semblent-ils se dire, et il est normal d'y rater une année. Ils ne se rendent pas compte du coût que cela occasionne pour la société, et du dégât que cela peut leur faire. J'observe d'ailleurs des étudiants qui sont saouls du matin au soir. C'est un vrai problème. J'y lis une espèce de volonté presque suicidaire.

Le mal-être est plus important qu'auparavant ?

Les étudiants sont plus fragiles. Sans doute les jeunes étaient-ils moins ouverts auparavant, mais je pense qu'ils étaient plus structurés, moins dispersés. On note aussi un manque de courage et d'effort. Ce qui m'étonne, c'est que dans bien des cas, nous n'avons plus la moyenne des étudiants autour des 13 sur 20. On n'a jamais mis autant de grandes distinctions et, dans le même temps, il y a un déchet impressionnant. Parmi ceux qui ratent, il y a des étudiants qui n'auraient jamais dû être à l'université, mais il y en a d'autres qui auraient pu réussir mais qui, fragiles, se réfugient dans la boisson et le divertissement.

Par ailleurs, à un niveau international, êtes-vous optimiste pour le monde universitaire qui est soumis à bien des concurrences ?

Quand j'observe l'essor des moocs (les cours en ligne NdlR), je me dis qu'il y aura de plus en plus d'entreprises qui vont réaliser les leurs, et qu'ils seront certainement mieux ficelés, plus agréables, tout en intégrant des experts universitaires. Je pense que cela va engendrer une standardisation qui m'inquiète. Les rankings internationaux qui classent les universités en fonction de différents critères engendrent d'ailleurs déjà dans la recherche de la normalisation et de l'hyperspécialisation. Au niveau

des budgets européens pour la recherche, on remarque qu'ils échappent déjà en partie aux universités, car ils vont vers des bureaux d'avocats internationaux par exemple, qui ont des études partout dans le monde, et qui peuvent recouper des informations à grande vitesse. Dans ce cadre, nous partons vaincus, alors que nous ne sommes en plus pas capables de vendre la plus-value de la recherche fondamentale. Tout cela me fait peur. Le savoir risque de se déshumaniser, de ne plus être ancré, et d'être dominé par un petit nombre d'acteurs.